

SAUVER LES RICHES DE LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

LE DEVENIR AUTORITAIRE DU CAPITALISME CONTEMPORAIN

Au printemps 2019, lors de l'événement « DIY DAY », l'ARC a invité Hervé Kempf à donner une conférence qu'il nous a paru important de rendre accessible à nos lecteurs. Kempf apporte son expertise sur la question écologique en rappelant une série de faits qui rendent visible le lien, souvent négligé par les politiques et les médias, entre crise climatique et augmentation des inégalités. Sur cette base, Kempf présente un scénario où le renforcement de ce lien donne lieu à un « monde d'apartheid ». C'est face à ce scénario que le lecteur est donc amené à se positionner, en se demandant comment combattre son avènement et déployer une perspective émancipatrice. Afin d'identifier des moyens de lutte concrets, Kempf revient enfin sur le présent en dénonçant la fonction actuelle des dispositifs de contrôle policier et médiatique.

0

8

Analyse

2019

HERVÉ
KEMPF

Hervé Kempf est un journaliste et écrivain français. Depuis 2007, il anime Reporterre, le quotidien de l'écologie

Au printemps 2019, l'association ARC (Action et recherche culturelles) m'a invité à donner une conférence lors de son événement annuel « DIY DAY »¹. Je lui ai proposé de livrer les lignes directrices d'un travail en cours sur la mutation du capitalisme, ce que l'ARC a aimablement accepté. La restitution de cette conférence, que voici, est donc à prendre comme l'état provisoire d'un chantier inachevé. Je remercie l'ARC d'avoir accepté cette proposition, ainsi que le public de cette soirée ensoleillée et roborative le 24 mai à Anderlecht.

On vit aujourd'hui le croisement de deux mouvements extrêmement puissants, une dégradation écologique effarante, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, et un choc dans les rapports de forces humains qui se traduit par une montée très vive des inégalités.

En termes écologiques, nous vivons en 200-300 ans ce qui est un éclair dans l'échelle des temps, un choc brutal sur la biosphère. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère a dépassé les 415 ppm², un niveau jamais enregistré

depuis trois millions d'années. On était à 280 ppm à l'ère préindustrielle, un niveau qui était stable depuis dix mille ans. Les années 2015, 2016, 2017 et 2018 ont été les plus chaudes que l'on ait connues depuis le début des observations³. Le dernier rapport de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) confirme ce que les biologistes et les naturalistes observent depuis des années : une disparition extrêmement rapide de milliers d'espèces⁴. La sixième extinction du vivant est amorcée (la cinquième s'est produite il y a 65 millions d'années). On est dans une situation où la biosphère ne récupère plus, où les mécanismes de rééquilibrage naturel des écosystèmes ne fonctionnent plus.

Le GIEC et l'IPBES constatent que l'on est dans un état écologique catastrophique. En même temps, la situation reste vivable, les effets nuisibles sont encore supportables, notamment dans les pays occidentaux. C'est sur cette contradiction que les capitalistes

1 <https://arc-culture.be/event/conference-herve-kempf-reporterre/>.

2 « Partie par million », soit un cm³ de gaz pour un m³ d'air.

3 <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/l%E2%80%99gomm-confirme-que-les-quatre-derni%C3%A8res-ann%C3%A9es-sont-les-plus-chaudes>.

4 <https://reporterre.net/17510>.

s'appuient pour ne rien changer : « On n'est quand même pas si mal ». Parce qu'à l'échelle d'une vie humaine, l'évolution – qui se produit à la vitesse de l'éclair sur l'échelle de temps géologique – devient perceptible, mais sans faire encore craquer les cadres généraux de la société.

Deuxième phénomène, certes moins exceptionnel sur le plan historique : les inégalités ont recommencé à augmenter depuis les années 1980 pour atteindre un pic qu'on n'avait pas observé depuis le début du XXe siècle⁵. C'est très précisément lié à l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre en 1979 et de Reagan aux Etats-Unis en 1981. Ils ont enclenché un mouvement continu de montée des inégalités après 30 ou 40 ans de stabilité. Avec la crise financière de 2008-2009, on aurait pu s'attendre à ce que ce mouvement de croissance de l'inégalité cesse. En fait, il s'est arrêté pendant un an et a repris depuis.

Les effets du réchauffement climatique qui deviennent notables frappent surtout les populations les plus pauvres ; les plus pauvres à échelle internationale mais aussi les plus pauvres dans les villes

des pays riches, dans les quartiers populaires qui sont les moins bien bâtis, les moins bien isolés, avec le moins de végétation pour absorber la chaleur. C'est là que la violence climatique est la plus vivement ressentie. Mais les pauvres n'ont guère voix au chapitre, qu'il soit politique ou médiatique.

Ce croisement entre crise écologique et inégalités devient le verrou politique et social majeur. Pour éviter une aggravation de la crise écologique, une issue possible, la meilleure, serait de consommer moins et de répartir mieux.

Consommer moins est urgent si on veut sortir de la crise écologique. Celle-ci est essentiellement induite par la production croissante de biens matériels, qui est corrélée à la consommation d'énergie et des ressources naturelles (pétrole, charbon, bois, métal, caoutchouc, coton, etc.). Réduire la consommation matérielle globale et en particulier celle des pays les plus riches comme la Belgique, la France, l'Allemagne, les États-Unis, implique de réduire aussi les très hauts revenus de la pyramide, ceux qui consomment le plus, qui prennent le plus souvent l'avion, etc.

5 « Depuis les années 1970, les inégalités sont fortement reparties à la hausse dans les pays riches, notamment aux Etats-Unis, où la concentration des revenus a retrouvé dans les années 2000-2010 – voire légèrement dépassé – le niveau record des années 1910-1920 » (Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 37).

Une récente étude estime que les émissions CO₂ des ultra-riches sont très élevées (0,54 % de la population mondiale fait 13,6 % des émissions totales)⁶. Selon l'étude approfondie dirigée par Thomas Piketty et Lucas Chancel en 2015, les 10 % les plus riches sur la planète contribuent à 45 % des émissions globales, tandis que les 50 % les plus pauvres contribuent à 13 % du total des émissions⁷.

Les inégalités représentent un transfert massif de la richesse produite par la société vers les capitalistes : de 5 à 10% du PIB, selon les estimations⁸, se sont ainsi déplacées durant les quarante dernières années. Réduire les inégalités, c'est récupérer ces 5 % - soit, pour la Belgique, 25 milliards d'euros, ou pour la France, 125 milliards - et les réinvestir dans des usages utiles pour une évolution écologique de l'économie : réduire la pauvreté, aller vers l'agriculture bio et locale, engager la rénovation énergétique, développer les transports publics, transformer l'éducation...

Mais il y a un refus obstiné des classes riches, des classes

dominantes à céder quoi que ce soit. Depuis quarante ans, elles nous ont conduits à entrer dans un régime oligarchique, à sortir de la démocratie. Un régime oligarchique, cela signifie qu'un petit nombre de gens contrôle les pouvoirs régissant une société. Ils détiennent à la fois le pouvoir politique, le pouvoir économique et le pouvoir médiatique. Le but de leur activité est de maintenir leur position dominante, de conserver l'ordre qu'ils ont créé et qu'ils considèrent comme légitime.

Il faudrait remettre en question la croissance pour parvenir au « consommer moins, répartir mieux ». Mais l'oligarchie fait tout pour maintenir les conditions d'une augmentation continue du PIB. C'est que la croissance économique est un enjeu social crucial. Pourquoi ? Parce qu'elle permet une augmentation, même minime, du niveau matériel de l'ensemble de la population – ou de la plus grande part, notamment des classes moyennes. Cela crée le sentiment que les choses vont un peu mieux, ce qui fait que l'ensemble de la société accepte, ou ne voit pas,

6 <https://www.nature.com/articles/s41558-019-0402-3>.

7 <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>.

8 Lordon, Frédéric, *La crise de trop*, Fayard, 2009, ch. 4 notamment 171-172 conclut après discussion à 5 % entre les années 1980 et 2007.

que le sommet de la pyramide va, lui, augmenter bien davantage son revenu⁹. Donc la croissance a cette utilité essentielle de légitimer l'ordre social. Elle permet de calmer les tensions qu'il crée.

La crise financière de 2008-2009 a entraîné une chute de la croissance : -3 %, -4%, -5%, selon les pays. La solution trouvée par l'oligarchie pour rétablir la croissance a été double.

D'une part, injecter massivement des liquidités dans l'économie des pays occidentaux. La FED (Réserve fédérale des États-Unis) et puis la BCE (Banque centrale européenne) ont inventé le *quantitative easing*, qui consiste à distribuer de l'argent presque gratuitement aux banques en espérant qu'elles le prêteront aux entreprises ou aux consommateurs. Ça a globalement marché, sauf que cela a surtout alimenté les marchés financiers, les banques préférant spéculer que prêter aux entreprises. Au passage, ça a gonflé les poches des super-riches, c'est-à-dire qu'après un moment de pause dans

la progression des inégalités, le mouvement a repris. Les 1 % les plus riches dans le monde continuent de s'enrichir : au niveau mondial, la part de la richesse totale qu'ils détiennent est ainsi passée de 44 % en 2007 à 48 % en 2016¹⁰.

L'autre outil qui a permis de maintenir la croissance est le bas prix de l'énergie. Après 2008, le prix du pétrole a fortement baissé, descendant à 35 dollars le baril en 2015 (contre 100 dollars le baril en 2008)¹¹. L'Arabie saoudite a lâché les vannes, l'Irak a recommencé à produire quelques années après l'invasion américaine de 2003, et un phénomène essentiel s'est produit : les États-Unis ont continué à faire croître la production du pétrole et du gaz de schiste. Ils sont redevenus un des trois premiers producteurs mondiaux de pétrole avec l'Arabie saoudite et la Russie. En interne comme à échelle mondiale, ils ont fait chuter le prix de l'énergie. Ce boom du pétrole de schiste a un coût environnemental énorme, aussi bien localement que globalement, du fait des émissions de gaz à effet

⁹ Par exemple, en 2016, le niveau de vie moyen en France a augmenté de 0,9 % (<https://insee.fr/fr/statistiques/3610277?sommaire=3650460>), tandis que la croissance augmentait de 1,1 % (<https://insee.fr/fr/statistiques/3695608?sommaire=3530678>).

¹⁰ *Global wealth report 2018*, Crédit Suisse, p. 9.

¹¹ Il tourne autour de 55 € en 2019.

de serre qu'il provoque¹².

Malgré l'injection massive de liquidités par le *quantitative easing*, malgré les prix bas du pétrole, la croissance reste trop faible du point de vue de l'oligarchie. Les tensions sociales continuent à s'accroître, parce que les inégalités sociales deviennent insupportables.

LE RÉARMEMENT IDÉOLOGIQUE DU CAPITALISME

Cette situation s'inscrit dans une évolution politique et idéologique majeure. Il y a eu un mouvement de balancier dans le mouvement de la pensée. Depuis les années 1950, la pensée marxiste était puissante ; dans une certaine mesure, elle imposait l'agenda. Puis le marxisme s'est asséché dans les années 1970-1980, à la fois par épuisement interne, car il n'apportait plus rien de nouveau, et par épuisement externe : l'incarnation de la pensée marxiste en URSS et en Chine n'était pas convaincante. Il était devenu indiscutable que ce n'était pas la voie à suivre si on voulait s'émanciper du capitalisme. Dans le même temps,

la pensée néolibérale a pris son élan. On connaît bien maintenant l'histoire de cette pensée, avec la société du Mont-Pèlerin, avec des gens comme Friedrich Hayek, Ludwig von Mises, Milton Friedman, qui avaient travaillé dans l'ombre dans les années 1950, lorsqu'il y avait d'un côté les marxistes et de l'autre les keynesiens... Puis ils ont réussi, avec l'arrivée de Thatcher et de Reagan, à imposer la pensée néolibérale.

Avec la crise de 2008, on aurait pu imaginer que cette pensée allait s'affaiblir sous le choc de l'événement. Mais cela ne s'est pas produit. Il y a eu une reconstruction idéologique dans la foulée du choc de 2008. Certes, des mouvements de révolte se sont déclenchés dans de nombreux endroits du monde : indignés de Madrid, Occupy Wall Street, printemps arabe en Tunisie, en Syrie, en Lybie, en Égypte, révolte étudiante entraînant toute la société au Chili, grand mouvement étudiant au Québec, émeutes au Brésil en 2013... Ils ont été vivement réprimés, partout. C'est ce que l'historien Immanuel Wallerstein a appelé une

12 Si tous les projets actuels d'oléoduc et de gazoduc se concrétisent aux États-Unis, la quantité de pétrole et de gaz qu'ils transporteront ruineront les objectifs de ce pays que lui assignait l'Accord de Paris – dont l'administration Trump est sortie. Voir *The Guardian*, « North American drilling boom threatens big blow to climate efforts, study finds », 25 avril 2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/apr/25/us-oil-gas-boom-climate-change-report>.

contre-révolution mondiale¹³. Il fait la comparaison avec 1848 : en 1848 en Europe, en France mais aussi en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Allemagne, il y a eu des révolutions vite confrontées à une ligue de dominants qui les a écrasées. De même, se sont produites, dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008 et la chute de la croissance économique, de manière non concertée, des révoltes multiples violemment étouffées.

Cet épisode révèle que non seulement l'oligarchie est déterminée à ne rien céder, mais qu'elle engage un nouveau cycle du capitalisme. Ce qui est en cours, c'est une contre-révolution idéologique, dont la boîte à outils est ainsi composée.

Premièrement, les riches acceptent que la crise écologique s'aggrave. Il y a certes des variantes dans les discours : si de nombreux dirigeants politiques l'admettent sans vouloir changer rien de crucial dans la conduite de l'économie, Trump, Bolsonaro, Poutine et bien d'autres dirigeants autoritaires opèrent

un déni plus ou moins franc de la gravité du changement climatique. Trump se retire de l'Accord de Paris et démantèle les réglementations environnementales, Bolsonaro mène une politique ouvertement anti-écologique et nomme à la tête de l'agence pour l'environnement des militaires¹⁴, Poutine voit le réchauffement global comme une opportunité de développement des côtes arctiques et de la Sibérie¹⁵, Xi Jinping maintient un taux de croissance très élevé.

Deuxièmement, les riches se préparent à la catastrophe par différents moyens. Il y a les bunkers : si vous êtes multimillionnaires, vous pouvez acheter pour quelques millions de dollars un droit à aller en cas de sécheresse ou toute autre raison dans des bunkers aménagés, de luxe, avec des réserves de nourriture pour deux ans. Il y a les maisons flottantes, telles que celles conçues par la société française Arkup, active en Floride (un des États aux USA qui va être le plus affecté par la montée des eaux) ; le Seasteading Institute tente de passer un accord avec la Polynésie

13 Wallerstein, Immanuel, « Structural Crisis in the World-System: Where Do We Go from Here? », *Monthly Review*, mars 2011.

14 Silvana Conte, « Au Brésil, c'est désormais l'armée qui s'occupe de l'environnement », *Reporterre*, 3 mai 2019, <https://reporterre.net/17482>.

15 Estelle Levresse, « Avec le changement climatique, la Russie colonise l'Arctique », *Reporterre*, 12 avril 2019, <https://reporterre.net/17245>.

française pour avoir la disposition d'îles ou de zones maritimes où il pourra accueillir des villes flottantes. Il y a des investissements immobiliers dans des endroits qui seront préservés des effets du changement climatique comme la Nouvelle Zélande. Tous ces dispositifs supposent de grands efforts sécuritaires. On renforce les *gated community* et les systèmes de sécurité privée. Aller dans l'espace pour fuir une planète invivable n'est plus non plus un rêve fantasmatique ; il y a une réelle gamberge sur ce thème. Tous ces moyens pour faire face à la catastrophe suivent la même logique : tout le monde ne pourra pas les utiliser. On accepte que les solutions que l'on va trouver pour parer aux pires effets du changement climatique et continuer à vivre pour certain-e-s de manière vivable ne concernent pas tout le monde.

Troisièmement, les riches sont engagés dans une nouvelle révolution industrielle par les nouvelles technologies de l'information et de la communication

(NTIC), élargies en fait à l'intelligence artificielle, aux nanotechnologies et à la biotechnologie, qu'il s'agit d'intégrer les unes aux autres. Dans cette logique de numérisation généralisée, l'idée du transhumanisme n'est plus anecdotique. Elle est devenue la pointe avancée du réarmement idéologique du capitalisme. On y discute sérieusement de la possibilité de faire évoluer biologiquement l'humain pour lui permettre de vivre sur Mars ou dans l'espace¹⁶. Or, le transhumanisme ne concerne pas tout le monde. Ce n'est pas la sécurité sociale où on fait en sorte que tout le monde ait accès aux soins les plus basiques. Les technologies de pointe, ce n'est pas pour les pauvres. Le philosophe Miguel Benasayag estime que le transhumanisme dessine « un monde d'apartheid »¹⁷. Il a raison. Dans cette idéologie, la technologie non seulement va être le moteur du redémarrage de la croissance, mais va aussi transformer l'humanité, ou plutôt une partie de l'humanité, puisque le coût de la transformation ne pourrait pas la rendre accessible

16 « Les humains envoyés sur Mars évolueront inévitablement vers une nouvelle espèce », 21 mai 2019, http://www.up-magazine.info/index.php?option=com_content&view=article&id=8682:les-humains-envoyes-sur-mars-evolueront-inevitablement-vers-une-nouvelle-espece.

17 Miguel Benasayag : « Le transhumanisme prépare un monde d'apartheid », *Reporterre*, 6 mai 2017,

<https://reporterre.net/12186 : à 19'00''>.

à tous. Bien sûr, ses propagateurs ne disent pas qu'il s'agit de séparer l'humanité, ce qu'est la réalité de l'apartheid, mais ils assument que tout le monde ne pourra pas « profiter » de cette nouvelle façon de s'adapter à la crise écologique. Et cela signe sans doute la fin de l'idéal universaliste des Lumières.

Les Lumières, c'est quoi ? Ce n'est pas parfait, mais cela repose sur un certain idéal universaliste. Il y a l'idéal de la raison – nous pouvons nous gouverner par la raison et nous pouvons vivre sans Dieu – et l'idéal social : tous les humains ont un droit égal et une dignité humaine identique. Ces idéaux ont fondé le libéralisme politique, qui va conduire à la déclaration des droits de l'Homme de 1789 puis à celle de 1948 des Nations-Unies. Le principe philosophique en est de dire que nous appartenons à la même humanité, avec la même capacité à être libres, à raisonner par nous-mêmes, et avec des droits égaux à participer aux choix collectifs. On peut certes trouver, depuis leur formulation, de nombreux exemples de la facilité avec laquelle les élites ont foulé ces idéaux aux pieds ; il n'en reste pas moins qu'elles s'en revendiquaient, tandis

que ces idées inspiraient largement la vie politique interne des États occidentaux. Mais armée de sa foi élitaire en la technologie, l'oligarchie est en train d'abandonner cet idéal universaliste.

Pour imposer tout cela, il faut de la répression et du contrôle. Cela passe par l'appareil médiatique, qui est essentiel dans le contrôle global. L'appareil médiatique doit valoriser la croissance et ne pas mettre le focus sur la crise écologique. Il y a le contrôle par le développement de la technique, de la biométrie, du contrôle facial, par les caméras qui nous observent. Et puis il y a la répression franche et brutale qui se traduit par la militarisation des forces de police. Un exemple en est la répression brutale exercée en France contre le mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019 : elle a atteint en quelques mois un niveau de violence étatique sidérant, avec plus de 200 blessés graves, 22 personnes éborgnées, cinq mains arrachées et une personne morte par un tir de grenade. Ce bilan est le plus lourd en matière de répression que la France ait connu depuis mai 1968. Il s'agit de terroriser la révolte sociale. Dans une émission de radio en mars 2018¹⁸, le philosophe

18 France Inter, 22 mars 2018 : <https://www.franceinter.fr/emissions/boomerang/boomerang-22-mars-2018>.

Geoffroy de Lagasnerie disait que « Macron essaye d'instaurer un gouvernement de la terreur » : en affaiblissant les dispositifs de protection des personnes (ce que fait la politique néolibérale), expliquait M. de Lagasnerie, Emmanuel Macron rend les travailleurs soumis aux patrons, par terreur du licenciement, les chômeurs soumis aux contrôleurs, les migrants soumis à la police, etc. Ainsi, la violence blessante voire meurtrière des forces d'État est le volet le plus apparent d'une politique généralisée de la peur dans tous les rapports sociaux au profit des puissants. Cette politique de la peur devient la seule manière de gouverner de l'oligarchie, dans le monde d'apartheid que le croisement de la crise écologique et de la crise sociale est en train de faire advenir.

La conférence s'est achevée là : elle avait pour objet de poser les points essentiels du constat. Une discussion animée a suivi. Dans un prochain texte, je procéderai à l'analyse des réactions possibles à cette situation.

2019

L'ARC – Action et Recherche Culturelles asbl – s'est donné pour mission de contribuer à la lutte contre les inégalités et d'oeuvrer à la promotion et à la défense des droits culturels.

À travers notre travail d'éducation permanente, nous entendons participer à la construction d'une société plus humaine, démocratique, solidaire et conviviale. Offrir à notre public les outils de son émancipation, permettre à chacun de gagner en autonomie et en esprit critique, inviter tout un chacun à prendre une part active à la société sont autant de défis que nous tentons, avec d'autres, de relever.

Ce travail passe par des projets et animations développés sur le terrain, mais aussi par des publications qui proposent une analyse des enjeux, une sensibilisation à certains facteurs d'exclusion, un encouragement à l'engagement citoyen, des clés de compréhension.

Vous souhaitez contribuer à nos débats et enrichir nos réflexions ?

Contactez-nous par mail : recherche@arc-culture.be



Editeur responsable : Jean-Michel DEFAWE | ARC asbl - rue de l'Association 20 à 1000 Bruxelles

Toutes nos analyses sont disponibles en ligne sur www.arc-culture.be/analyses

08

Analyse

2019

« Tous ces moyens pour faire face à la catastrophe suivent la même logique : tout le monde ne pourra pas les utiliser. On accepte que les solutions que l'on va trouver pour parer aux pires effets du changement climatique et continuer à vivre pour certain-e-s de manière vivable ne concernent pas tout le monde. .»

The logo for ARC is located at the bottom right of the page. It consists of the lowercase letters 'arc' in a black, handwritten-style font, positioned inside a green outline that forms a simple house shape with a triangular roof.

arc